

Séance du Conseil Municipal du 25 juin 2010

Présents: DONADEY Pierre, BARRIOS BRETON Marie Thérèse, SALTON Gérard, VRIGNON Bertrand, VALLAURI Jean-Claude, DEBOST Bernard, DORDE Maéva, DOTTAIN Laurence, DUQUESNE Céline, HAVARD-CORBIERE Chantal, REYNAUD Gilles, SIMON Raphaël, SOUMATI Marie Christine, ZIZZO François.

Procurations :

Melle DORDE Maéva à Mme DOTTAIN Laurence

M. ZIZZO François à M. VRIGNON Bertrand

Secrétaire : Mme HAVARD-CORBIERE Chantal

Monsieur le Maire excuse l'absence de Melle Maéva DORDE, retenue par une compétition. Il la remercie pour son action pour les jeunes, notamment au collège François RABELAIS.

Ouverture de la séance du Conseil Municipal à 20h30.

Lecture du PV du dernier conseil municipal du 27 mai 2010 :

Monsieur le Maire donne lecture du PV qui sera disponible comme à l'accoutumée sur le site Internet de la commune.

Adoption du PV : Unanimité.

Observations concernant la liaison entre le quartier des Mounts situé sur la commune de Lucéram et le quartier de la Pighièra de la commune de L'Escarène :

Ce sujet a été abordé avec M. André GAL, Maire de Lucéram, après la réunion du conseil communautaire de la communauté de communes du pays des Paillons, avant-hier, mercredi 23 juin 2010.

Il a été fait état de tous les bruits, parfois avec des « détails » précis (!), sans fondements et transformant jusqu'au ridicule et l'absurde des affirmations dites avec le plus grand sérieux : ainsi, il n'y a eu que 10 permis de construire en 5 ans à Lucéram ; il n'existe aucun projet de 36 villas à construire aux Mounts, pas plus que de promoteur étranger ni de calcul de largeur de route en présence de 2 adjoints et encore moins de réunion en mairie de Lucéram.

M. JP PRIORIS, conseiller municipal délégué de ce quartier auprès de sa commune de Lucéram, contacté à ce sujet, n'est également pas au courant de toutes ces allégations délirantes. L'ineptie la plus extraordinaire a été de faire croire qu'un plan de construction de route avait été effectué et les subventions déjà accordées à la municipalité de L'Escarène pour une route à construire sur le territoire de la commune de Lucéram. Du jamais vu ! Et plus fort, qu'une délibération aurait été votée au conseil, introuvable, car n'ayant jamais eu lieu. Sans commentaire.

Des liaisons existantes entre les Mounts et la Pighièra sont ancestrales à savoir tous les chemins empruntés par les anciens et les chasseurs. On rappelle encore le bien fondé d'un éventuel débroussaillage de cette piste ou sentier intercommunal et de son entretien qui serait bien utile aussi bien comme lieu de promenade que d'éventuelle échappatoire en cas d'incendie. Les liaisons existantes ne peuvent être supprimées.

Monsieur le Maire et le conseil municipal regrettent que l'on ait pu tromper les escarènois : que tout le monde se rassure, point de connexion routière et de double sens !

Pour nous, tout comme la route des Mortissons entre le Touët et Lucéram a été classée route intercommunautaire, notre priorité est de faire classer route intercommunautaire celle qui relie L'Escarène à Peille par les Truès.

Séance du Conseil Municipal du 25 juin 2010

Ouverture de la séance :

Mme HAVARD-CORBIERE Chantal est élue secrétaire de séance.

Ordre du jour :

Est ajoutée une délibération vue en séance plénière relative au projet de l'école : Demande de subvention auprès de l'Etat en deux phases, le montant total restant inchangé.

Sont retirées deux délibérations également vue en séance plénière relatives :

- à l'aménagement des abords du local des services techniques : demande de subvention au Conseil général des AM ;
- à l'extension du réseau d'eaux pluviales de la place Camous : demande de subvention au Conseil général des AM.

1^{er} point : Création d'un marché :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le projet de création d'un marché sur le territoire de la commune et la délibération du 30 avril 2010.

Il informe le conseil des démarches effectuées et remercie les deux élues chargées de ce dossier, mesdames Chantal HAVARD CORBIERE et Laurence DOTTAIN.

Ce marché se déroulerait sur une partie de la place Carnot de 07H00 à 13H00 tous les samedi matin.

Le tarif proposé serait d'1.50 € le mètre linéaire et le coût de l'abonnement mensuel de 4.00 € le mètre linéaire.

Monsieur le Maire donne également lecture du projet de règlement.

Conformément au Code général des Collectivités Territoriales, (notamment l'article L 2224-18), les organisations professionnelles ont été consultées ainsi que l'ensemble des commerçants locaux.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide de créer un marché sur une partie de la place Carnot de 07H00 à 13H00 tous les samedi matin,

Adopte le projet de règlement de marché ci-dessus exposé,

Adopte les tarifs suivants : 1.50 € le mètre linéaire et le coût de l'abonnement mensuel de 4.00 € le mètre linéaire.

Ces montants sont susceptibles d'évoluer en début de chaque année.

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents correspondants.

Monsieur le Maire précise qu'un fléchage sera mis en place pour signaler les commerces locaux.

Création d'une régie de recettes :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que suite à la décision d'instaurer un marché forain, il est nécessaire de créer une régie de recettes pour les sommes versées à la commune.

Il rappelle les tarifs décidés pour l'année 2010 : 1.50 € le mètre linéaire et 4.00 € le mètre linéaire le coût de l'abonnement mensuel ; (ces montants sont susceptibles d'évoluer chaque année).

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à créer cette régie, à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

Tarifs 2010 : 1.50 € le mètre linéaire et 4.00 € le mètre linéaire le coût de l'abonnement mensuel.
Ces montants sont susceptibles d'évoluer chaque année.

2^{ème} point : Amendes de police : Dossier 2010 :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que le conseil général des alpes maritimes est susceptible d'aider les petites communes à financer des travaux d'équipements visant à améliorer la sécurité en agglomération en leur reversant une partie du produit des amendes de police.

Il présente au conseil une étude prévisionnelle dont l'objet vise, en plusieurs lieux de la commune, à améliorer la circulation, la sécurité routière et des usagers en agglomération.

Le montant total de ces travaux, (détail en annexe), est estimé à 25 100 € HT, soit 30 019.60 € TTC, montant qui est inscrit au budget 2010 de la commune.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte le projet tel que présenté ci-dessus,

Autorise monsieur le Maire à lancer une consultation, solliciter les aides financières pour financer ces travaux, effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

Monsieur le Maire précise qu'un trottoir sera créé rue du Château pour achever la continuité du chemin piétonnier, des barrières de protection seront posées place Camous ainsi que des glissières de sécurité routes de Pissandrus, de Montagnac et de La Blancarde.

3^{ème} point : Aménagement Terrain en parking Quartier L'Abaghier :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de la nécessité d'effectuer des travaux d'aménagement d'un terrain situé au quartier L'Abaghier en parking.

Le nombre de places de stationnement déjà limité dans cette zone devrait se restreindre davantage en raison du projet de la Croix Rouge et de l'extension de la maison de retraite de l'olivier.

Ces travaux s'élèvent à 10 500 € HT, soit 12 558 € TTC.

Il est possible de solliciter du Conseil Général des AM une participation pouvant s'élever à 45 % du montant HT.

Une délibération du conseil municipal est nécessaire pour solliciter la subvention éventuelle afférente.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Approuve le plan de financement suivant :

- Subvention du conseil général : 45 % du montant HT	4 725 €
- Part de la commune : 55 % du montant HT	5 775 €
- Montant H. T.	10 500 €
- TVA 19.6%	2 058 €
- Montant total TTC	12 558 €
- Montant total TTC de la part communale :	7 833 €

Autorise monsieur le Maire à solliciter cette aide financière, effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

Ces travaux constituent des travaux préparatoires à la réalisation du futur parking.

La mise en sécurité et l'évacuation des eaux pluviales de cette zone devront être particulièrement étudiées.

4^{ème} point : Travaux Eglise et chapelles attenantes : Avenant n°1 :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le programme de travaux relatif à la restauration de l'église et des chapelles attenantes et notamment les délibérations des 26 juin et 23 octobre 2009.

Il fait part de l'utilité de passer un avenant concernant des travaux en plus concernant les lots suivants:

Pour le lot unique de la tranche ferme ; Charpente Couverture :

L'entreprise Christian GASQUE sise à NICE a été retenue pour un montant de : 51 745.00 € HT soit 61 887.02 € TTC.

Le montant des travaux supplémentaires détaillé en annexe est de + 3 000 € HT soit 3 588.00 € TTC.

Pour le lot n° 1 de la tranche conditionnelle ; Maçonnerie Pierre de taille:

L'entreprise SMBR sise à NICE a été retenue pour un montant de : 641 204.44 € HT soit 766 880.51 € TTC.

Le montant des travaux supplémentaires détaillé en annexe est de + 12 821.64 € HT soit 15 334.68 € TTC.

Pour le lot n° 2 de la tranche conditionnelle ; Menuiseries Escaliers :

L'entreprise EURL Menuiserie de la Tour des Opiès sise chemin des Roudiers à 13 430 EYGUIERES a été retenue pour un montant de : 118 600 € HT soit 141 845.60 € TTC.

Le montant des travaux supplémentaires détaillé en annexe est de + 6 280 € HT soit 7 510.88 € TTC.

Pour le lot n° 3 de la tranche conditionnelle ; Décors peints Gypseries:

L'entreprise SMBR sise à NICE a été retenue pour un montant de : 229 964.04 € HT soit 275 036.99 € TTC.

Le montant des travaux supplémentaires détaillé en annexe est de + 1 822.62 € HT soit 2 179.85 € TTC.

Pour le lot n° 4 de la tranche conditionnelle ; Electricité:

L'entreprise INEO sise à CARROS a été retenue pour un montant de : 97 000 € HT soit 116 012 € TTC.

Le montant des travaux supplémentaires détaillé en annexe est de + 12 665.71 € HT soit 15 148.19 € TTC.

Le total de cet avenant est de 36 589.97 € HT, soit 43 761.60 € TTC ; (soit 3.09 % du montant du marché) :

Le montant du marché passe de 1 184 458.48 € HT à 1 221 048.45 € HT.

Une délibération est nécessaire pour autoriser monsieur le Maire à signer cet avenant.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à signer cet avenant tel qu'exposé ci-dessus, effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

5^{ème} point : Voirie communale 2009 : Avenant n°1 :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le programme de travaux relatif au programme de la voirie communale 2009.

Il fait part de l'utilité de passer un avenant concernant des travaux supplémentaires pour la place Camous et effectuer des travaux urgents sur d'autres voies communales suite aux intempéries de ces derniers mois.

L'entreprise COLAS a été retenue pour un montant de 98 309.50 € HT soit 117 578.16 € TTC.

Le montant de ces travaux supplémentaires est de 13 550 € HT soit 16 205.80 € TTC.

L'avenant porte sur 13.78 % du montant du marché.

Le montant du marché passe à 111 859.50 € HT soit 133 783.96 € TTC.

Une délibération est nécessaire pour autoriser monsieur le Maire à signer cet avenant.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à signer cet avenant tel qu'exposé ci-dessus, effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

6^{ème} point : Biens vacants et sans maître : B 1487. Quartier Rez de Braus :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de la réglementation applicable aux biens sans maître et à l'attribution à la commune de ces biens.

Il expose que le propriétaire d'un terrain situé dans le quartier rez de Braus, Parcelle section B n°1487 d'une contenance de 420 m² est décédé il y a plus de 30 ans.

Il a par ailleurs obtenu des services cadastraux, l'assurance que le dernier propriétaire est bien monsieur Charles TOBON né il y a plus de 150 ans et sans héritiers connus.

Le terrain est à l'état d'abandon.

Les services du Domaine ont par ailleurs confirmé que l'Etat n'est pas entré en possession de ces biens.

Ce bien revient à la commune si cette dernière ne renonce pas à ce droit.

Monsieur le Maire propose de se rendre propriétaire de ce bien par l'adoption de cette délibération.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques notamment ses articles L 1123-1 et L 1123-2,

Vu le code civil, notamment son article 713,

Accepte de se rendre propriétaire de ce bien situé Quartier rez de Braus, Parcelle section B n°1487 d'une contenance de 420 m² et exercer ses droits en application des dispositions de l'article 713 du code civil pour les raisons suivantes :

- Terrain à l'état d'abandon ;
- Aucune manifestation de propriétaire depuis 1956 ; (renseignements pris auprès du service des Hypothèques) ;

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

7^{ème} point : Biens vacants et sans maître : C 571. Quartier Montagnac :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de la réglementation applicable aux biens sans maître et à l'attribution à la commune de ces biens.

Il expose que le propriétaire d'un terrain situé dans le quartier Montagnac, Parcelle, section C n°571 d'une contenance de 2 410 m² est décédé il y a plus de 30 ans.

Il a par ailleurs obtenu des services cadastraux, l'assurance que le dernier propriétaire est bien madame Marie VERANI épouse REVELAT Baptistin née il y a plus de 150 ans et sans héritiers connus.

Le terrain est à l'état d'abandon.

Les services du Domaine ont par ailleurs confirmé que l'Etat n'est pas entré en possession de ces biens.

Ce bien revient à la commune si cette dernière ne renonce pas à ce droit.

Monsieur le Maire propose de se rendre propriétaire de ce bien par l'adoption de cette délibération.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code général de la propriété des personnes publiques notamment ses articles L 1123-1 et L 1123-2,
Vu le code civil, notamment son article 713,

Accepte de se rendre propriétaire de ce bien situé Quartier Montagnac, Parcelle section C n°571 d'une contenance de 2 410 m² et exercer ses droits en application des dispositions de l'article 713 du code civil pour les raisons suivantes :

- Terrain à l'état d'abandon ;
- Aucune manifestation de propriétaire depuis 1956 ; (renseignements pris auprès du service des Hypothèques) ;

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

8^{ème} point : Biens vacants et sans maître : C 857. Quartier Vallaya :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de la réglementation applicable aux biens sans maître et à l'attribution à la commune de ces biens.

Il expose que le propriétaire d'un terrain situé dans le quartier Vallaya, Parcelle section C n°857 d'une contenance de 2 981 m² est décédé il y a plus de 30 ans.

Il a par ailleurs obtenu des services cadastraux, l'assurance que le dernier propriétaire est bien monsieur Louis BLANCHI dit POLERON il y a plus de 150 ans et sans héritiers connus.

Les biens sont à l'état d'abandon.

Les services du Domaine ont par ailleurs confirmé que l'Etat n'est pas entré en possession de ces biens.

Ce bien revient à la commune si cette dernière ne renonce pas à ce droit.

Monsieur le Maire propose de se rendre propriétaire de ce bien par l'adoption de cette délibération.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code général de la propriété des personnes publiques notamment ses articles L 1123-1 et L 1123-2,
Vu le code civil, notamment son article 713,

Accepte de se rendre propriétaire de ce bien situé Quartier Vallaya, Parcelle section C n°857 d'une contenance de 2 981 m² et exercer ses droits en application des dispositions de l'article 713 du code civil pour les raisons suivantes :

- Terrain à l'état d'abandon ;
- Aucune manifestation de propriétaire depuis 1956 ; (renseignements pris auprès du service des Hypothèques) ;

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

9^{ème} point : Station d'épuration : Prélèvement des boues et transport : prestation de service :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que les boues de la station d'épuration sont enlevées régulièrement.

Cependant, pour améliorer la qualité des eaux de sortie et avant la mise en service de la nouvelle station d'épuration en fin d'année, le nombre de transfert a augmenté.

Une consultation a été effectuée à cet effet aux conditions ci-dessous :

Prélèvement des boues et **transport** sur le lieu de traitement (25 km environ) ;

Période et nature de l'intervention : Du 01^{er} Juillet au 31 décembre 2010 : Moyenne de 10 m3 par voyage, 40 m3 par semaine environ, sur six mois maximum et selon les besoins.

Les quantités peuvent être inférieures et ne sont pas contractuelles.

Monsieur le Maire fait part d'une proposition de la société VEOLIA :

Le coût de cette prestation s'effectuerait au montant unitaire de 333 € HT ; (TVA 5.5 %).

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Décide de retenir l'entreprise VEOLIA aux conditions ci-dessous référencées ; (333 € HT la prestation et se terminant le 31 décembre 2010).

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

10^{ème} point : Réseau d'assainissement Quartier du Castel :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal qu'il est nécessaire de prévoir un renforcement ainsi qu'un maillage pour l'amélioration du réseau d'assainissement du quartier du Castel.

Il s'agit notamment d'étudier le plateau de la gare où doivent s'édifier des projets structurants et plus particulièrement le projet de la crèche et de la salle polyvalente.

Il propose d'en confier l'étude et les travaux au SILCEN.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Adopte la proposition ci-dessus exposée à savoir :

Décide de réaliser une étude pour un renforcement ainsi qu'un maillage pour l'amélioration du réseau d'assainissement du quartier du Castel.

Décide de confier la maîtrise d'ouvrage déléguée au SILCEN.

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

11^{ème} point : Convention de don de plaques et de leurs supports :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que dans la cadre de son programme d'action « Innovation touristique en milieu rural », l'Association pour le Développement du Pays des Paillons (ADPP) est chargée de réaliser des parcours de découvertes des 13 villages du pays en utilisant des reproductions de cartes postales anciennes sur des plaques émaillées de grès ou de lave ou exceptionnellement sur panneaux.

Ces reproductions, disposées dans les treize villages, serviront de support de mise en valeur et d'interprétation du patrimoine dans les parcours.

Elles seront placées soit sur des façades murales, soit sur des pupitres ou tout autre support approprié. L'association se charge de faire procéder à la fabrication des plaques et panneaux ainsi qu'à leur pose murale ou sur tout autre support.

Dans la commune, le projet validé fait état des plaques qui seront disposées à proximité des lieux qu'elles représentent dont certaines sur support.

L'ADPP propose à la commune de signer une convention de don qui liste ces derniers et conclut que la commune sera propriétaire des plaques et supports pour une durée sans limite dans le temps dès leur pose et qu'elle sera chargée de leur l'entretien et d'en assurer la responsabilité.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de l'autoriser à signer cette convention.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Adopte la proposition ci-dessus exposée ;

Autorise monsieur le Maire à signer la convention de don proposée par l'ADPP, à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

Monsieur le Maire suggère également d'ajouter un plan général montrant un itinéraire que l'on pourrait faire à l'intérieur du village.

12^{ème} point : Nouveaux statuts du SICTIAM :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que le Comité Syndical du SICTIAM, qui s'est tenu le 4 décembre 2009, a décidé d'approuver la modification des statuts de l'établissement.

Cette modification vise trois objectifs :

- Transformer le SICTIAM en syndicat mixte ouvert, (le SICTIAM est depuis toujours un syndicat mixte fermé) ;
- Particulariser les compétences en matière de plateformes de dématérialisation, pour permettre à des collectivités et établissements publics qui le souhaiteraient d'adhérer au SICTIAM pour ces outils uniquement : dans ce cas et seulement dans ce cas, ces adhérents devront s'acquitter d'une cotisation annuelle minimale, fixée par le Comité syndical, destinée à financer le support dont ils auront besoin tout au long de l'exploitation desdites plateformes par leurs services.
A leur demande, les communes concernées pourront s'acquitter de cette cotisation dans le cadre des dispositions prévues par l'article L. 5212-20 du Code général des Collectivités Territoriales (CGCT), alinéa 2, à savoir le produit des impôts mentionnés au 1°) du a) de l'article L. 2331-3 du Code Général des Collectivités territoriales ;
- Une troisième modification prévoit la possibilité de mutualiser totalement certains services ou applications, leur coût étant alors inclus dans l'enveloppe des dépenses d'administration générale et réparti de la même manière.

Monsieur le Maire invite l'assemblée à délibérer sur cette modification des statuts du SICTIAM.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE les nouveaux statuts du SICTIAM tels qu'annexés à la délibération du Comité syndical dudit établissement en date du 4 décembre 2009.

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

13^{ème} point : Elaboration du PLU : 5^{ème} Motion :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal qu'un groupe de travail constitué de l'entier conseil municipal et d'un comité de suivi composé de personnes non élues travaille sur l'élaboration d'un PLU.

Lors de sa réunion du 7 avril 2008, ce groupe de travail a émis un souhait :

"Dans un souci de cohérence avec le conseil municipal il est demandé qu'un point soit fait à période régulière, tous les trois mois par exemple, pour s'assurer du soutien constant de l'ensemble du conseil", Monsieur le Maire propose la motion suivante au vote à l'identique de ce qui a été voté les 01^{er} août, 19 décembre 2008, le 26 juin et 17 décembre 2009:

«L'ensemble du conseil municipal atteste avoir eu connaissance de l'avancement des travaux d'élaboration du PLU par le groupe de travail constitué et de l'ensemble des 76 comptes rendus.

Le conseil municipal réitère son soutien au groupe de travail et le conforte dans la continuation de l'élaboration du PLU».

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte la motion telle qu'exposée ci-dessus.

14^{ème} point : Subventions aux associations 2010 (3) : Age d'Or Pays des Paillons :

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que lors de la présentation du Budget Primitif 2010, une ligne budgétaire a été votée pour l'attribution de subventions aux associations.

Considérant la demande de l'association « L'Age d'or du Paillon, (ADDP) », pour l'attribution d'une subvention de 2 000 €,

Considérant l'intérêt local de celle-ci, dont l'activité principale est « l'assistance aux personnes âgées ou en situation de handicap afin de permettre le maintien à domicile si tel est le choix de la personne »,

Considérant les crédits disponibles au chapitre 6574 du budget de la commune,

1) Après étude des dossiers, il est soumis au vote du conseil municipal la ventilation suivante :

Dénomination de l'association	Montant	Vote
L'Age d'or du Paillon ADDP	2 000 €	Unanimité
TOTAL	2 000 €	

Le montant restant sera ventilé ultérieurement.

2) Autorise monsieur le Maire à signer la convention avec cette association et signer tous documents afférents.

Mesdames BARRIOS BRETON et Céline DUQUESNE sont absentes lors du débat et du vote de cette délibération.

Monsieur le Maire précise que cette association, qui a été agréée au mois de février, contribue au maintien à domicile des personnes âgées.

15^{ème} point : Rénovation des façades et des décors : Subvention M. et Mme BOULAIN :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les dispositions décidant d'attribuer une aide aux propriétaires pour les aider à rénover la façade et les décors de leur habitation.

Des crédits ont été inscrits au budget 2010 de la commune.

Cette aide peut être attribuée en complément des aides de l'Etat et du Conseil général des alpes maritimes.

Un périmètre d'intervention et un règlement ont défini la zone, les conditions et le montant de l'aide susceptible d'être versée par la commune.

Monsieur le Maire présente la demande déposée.

Considérant que ces édifices faisant l'objet de la demande de subvention sont des constructions situées dans le périmètre défini,

Considérant l'importance de participer dans les meilleures conditions aux travaux de restauration des façades présentant un intérêt architectural et patrimonial pour la commune, à la fois pour leur qualité et pour leur visibilité depuis la voie publique,

Considérant la demande de subvention de monsieur et madame BOULAIN concernant la façade de l'immeuble sis 28, rue Saint Sébastien en copropriété avec la Commune.

Considérant le devis produit par les demandeurs,

Considérant que cette demande peut être prise en compte,

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide d'attribuer à :

- M. et Mme BOULAIN un montant de 225 € ; (surface totale de 30 m², subvention de 10 € le m² pour enduit et peinture – Quote part de la copropriété 75 %), sous réserve du respect des conditions d'attribution figurant dans le règlement.

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents à cette opération.

16^{ème} point : Projet nouveau Groupe scolaire : Financement de l'Etat en deux phases :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal la délibération du 17 décembre 2009 concernant le projet du nouveau groupe scolaire.

Le montant définitif de l'opération a été estimé à 3 340 000 € HT.

Le permis de construire a été accordé le 30 mars 2010 et les dossiers de demandes de subvention sont déposés auprès des services de l'Etat et du Conseil général des Alpes-maritimes.

Le dossier de consultation des entreprises, DCE, est prêt.

Compte tenu du montant sollicité par la commune auprès de l'Etat, (500 000 €), et de l'enveloppe de la préfecture disponible en 2010, la participation de l'Etat ne peut s'effectuer qu'en deux temps.

Le dossier a donc été complété dans ce sens :

1^{ère} phase : 1 671 473 € HT : Maternelle, restauration-cuisine, salle d'animation rurale, entrée, abords, espaces verts ;

2^{ème} phase : 1 668 527 € HT : Ecole primaire ;

Le montant total de l'opération reste inchangé ; (3 340 000 € HT).

Monsieur le Maire propose au conseil municipal d'adopter cette disposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Adopte le phasage du projet tel qu'exposé ci-dessus toujours estimé au total à 3 340 000 € HT ; (1^{ère} phase : 1 671 473 € HT 2^{ème} phase : 1 668 527 € HT).

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

Le Conseil Municipal ayant examiné tous les points mis à l'ordre du jour, la séance est levée.